

Evaluation réalisée avec l'appui du F3E pour (réf 220 EEI) :

F3E
Des ressources pour l'évaluation
Des repères pour l'action

Max Havelaar France



Immeuble le Méliès - 261, rue de Paris - 93100 Montreuil

Fax : 01.48.70.07.68

E-mail : webmaster@maxhavelaarfrance.org

Web : www.maxhavelaarfrance.org

**32, rue Le Peletier
75009 Paris
T. 33 (0)1 44 83 03 55
F. 33 (0)1 44 83 03 25
f3e@f3e.asso.fr**



Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé en République Dominicaine

ETUDE DE CAS DE L'ORGANISATION DE PRODUCTEURS BANELINO :

SYNTHESE

Novembre 2007

Nadia Zarioh

Oréade-Brèche
ENVIRONNEMENT & DEVELOPPEMENT

64, Chemin del Prat

31 320 Auzeville

Tel / Fax: 05 61 73 17 55

oreade-breche@oreade-breche.fr

www.oreade-breche.fr

REMERCIEMENTS

Cette étude d'évaluation a été menée par Oréade Brèche, sous l'égide de Max Havelaar France avec l'appui du Fonds pour la promotion des études préalables-études transversales - Evaluation (F3E).

Le bon déroulement de l'étude d'évaluation dans sa phase de réalisation tient dans une large mesure à l'excellente collaboration de l'équipe encadrante de Banelino et spécialement de Marike de Peña sa gérante, et de Sabali Meschi l'expert interne de l'organisation.

Nous aimerions par ailleurs remercier ceux et celles qui ont participé à l'étude dans la phase de préparation, en fournissant de précieuses données économiques sur le secteur de la banane en République Dominicaine et, en nous renseignant sur la situation générale du pays.

Notre reconnaissance va également aux représentants institutionnels du Secrétariat à l'Agriculture et de l'Institut Dominicain de Recherche Agronomique, piscicoles et sylvicoles (IDIAF), ainsi qu'aux opérateurs de la filière banane « équitable » dominicaine pour avoir accepté de nous rencontrer, pour avoir partagé leur vision du CE, ou encore, pour avoir fourni de précieuses informations sur leurs rôles et activités dans ladite filière..

En dernier lieu, nous aimerions remercier les producteurs, les bénéficiaires des actions menées par Banelino, qui nous ont consacré du temps pour répondre à nos questions et qui ont apporté leur témoignage et leurs visions du Commerce Equitable.

SOMMAIRE

Remerciements	
1 Introduction.....	6
2 Méthodologie.....	7
3 Contexte d'intervention de Banelino	7
3.1 La structuration de la filière banane en République Dominicaine.....	7
3.1.1 Les chiffres clés	7
3.1.2 Les zones de production de bananes.....	7
3.2 Présentation de Banelino	7
3.2.1 Bref historique de Banelino.....	7
3.2.2 Fonctionnement actuel et principales activités.....	8
3.2.3 Spécificités de la zone d'intervention	9
Figure 1 : Zone d'intervention de Banelino.....	9
Source : Secretaria de medio-ambiente.....	10
3.2.4 Les systèmes de cultures	11
3.3 Projets et programmes intervenants dans la zone.....	11
4 Résultats : Portée et Effets du CE	12
4.1 Portée du CE	12
4.1.1 Les membres de l'OP sont de petits producteurs...entrepreneurs	12
4.1.2 Le CE : un bénéfice pour tous les producteurs de l'OP...malgré les différences de production.....	12
4.1.3 L'entrée dans le dispositif du CE : une adhésion sous conditions	13
4.2 Effets du CE sur les Producteurs, travailleurs et leurs familles.....	14
4.2.1 Le CE apporte une stabilité des revenus des producteurs.....	14
4.2.2 Le CE a permis d'accroître la rentabilité des bananeraies.....	14
4.2.3 Le CE a développé une culture de spécialisation déjà bien ancrée...même si Banelino souhaite promouvoir la diversification	16
4.2.4 Le CE a eu des effets positifs sur les conditions de travail des salariés agricoles	16
4.2.5 Le CE contribue à augmenter les capacités de capitalisation des familles.....	16
4.2.6 Le CE simplifie indirectement la gestion de la trésorerie	17
4.2.7 La petite agriculture est dynamisée par le CE mais reste menacée par des perspectives d'abandon ou d'exode.....	17
4.3 Effets du CE sur l'organisation de producteurs.....	17
4.3.1 Le CE a contribué à structurer le monde rural.....	17
4.3.2 L'essor du marché de la banane CE a contribué à développer la filière banane dominicaine	18
4.3.3 Le CE augmente la légitimité de l'OP au regard de ses membres.....	18
4.3.4 L'adhésion au dispositif du CE oblige l'OP à des améliorations institutionnelles pour réguler l'opportunisme.....	19
4.3.5 L'OP démontre une bonne capacité de gestion en dépit de l'accroissement de ses charges de personnels.....	19
4.3.6 Le marché du CE créé un contexte de forte concurrence et contraint l'OP à accroître ses capacités d'exportation.....	20
4.3.7 L'OP développe des relations commerciales avec des clients choisis respectant les règles du CE.....	20
4.3.8 Banelino atteint des objectifs du CE qui l'ont aidé à bâtir une solide réputation et lui ont permis de saisir de nouvelles opportunités commerciales.....	22
4.3.9 Le CE a contribué à mettre en place le système de contrôle interne (SCI) de l'OP	22
4.3.10 Par le biais de ses ventes en CE, l'OP a pu améliorer les services aux producteurs.....	22
4.4 Effets du CE sur Le développement socio-économique local.....	23
4.4.1 Le CE modifie l'offre en banane sur le marché local et national	23
4.4.2 Le CE dynamise l'économie locale.....	23
4.4.3 Le CE participe à la réduction de la pauvreté sur le territoire	24
4.4.4 Les enjeux « politiques » du CE se jouent sur la scène internationale	25
4.5 Effet du CE sur L'environnement	25
4.5.1 L'activité bananière génère des risques environnementaux	25
4.5.2 Le CE a un effet direct et indirect sur la préservation de l'environnement.....	25
4.5.3 La nouvelle version des standards du CE est controversée	26

5	Efficacité du dispositif FLO.....	29
5.1	Efficacité des instruments déployés par FLO.....	29
5.1.1	Les producteurs touchés par la démarche CE correspondent à la cible initiale, c'est-à-dire des producteurs « marginalisés » ?	29
5.1.2	Le dispositif du CE permet d'atteindre la sécurité économique des petits producteurs marginalisés et d'améliorer les conditions de travail des salariés	29
5.1.3	L'accès au marché d'export est facilité par un renforcement institutionnel améliorant continuellement sa légitimité interne/externe et sa stratégie commerciale.....	29
5.1.4	Le CE ouvre des opportunités de développement local et défend les droits des salariés	30
5.1.5	Les OP du CE évoluent vers des pratiques respectueuses de l'environnement	30
5.1.6	Conclusion	30
6	Propositions d'axes d'amélioration.....	31
6.1	Effets du CE sur les producteurs : Tenir compte de la situation des nouveaux membres pour réduire le risque d'exclusion par la qualité ou par l'absence de compétitivité.....	31
6.2	Effets sur l'OP :.....	31
6.2.1	Evaluer la « responsabilité sociale » de l'OP, au-delà de ses performances économiques	31
6.2.2	Développer la communication entre FLO et les organisations de producteurs.....	32
6.3	Effets du CE sur le développement local : Prendre en compte les domaines d'intervention de l'OP, tenir compte des coûts de coordination	32
6.4	Effets du CE sur l'environnement : harmoniser les normes pour qu'elles soient complémentaires et non concurrentes.....	33
	Bibliographie	

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Chiffres clés de la filière Banane.....	7
Tableau 2 : Volumes produits par les producteurs de chaque UP de Banelino.....	13
Tableau 3 : prix aux producteurs (en pesos/caisse de 18,4 kg) en 2006	14
Tableau 4 : Répartition du prix FOB en CE depuis le producteur jusqu'à l'exportateur (prix en USD). 14	
Tableau 5 : Comparaison des coûts de production et de rentabilité des systèmes de cultures banane entre membres de Banelino (estimations 2006)	15
Tableau 6 : poids de Banelino dans les exportations nationales	17
Tableau 7 : Evolution des producteurs de bananes en CE.....	18
Tableau 8 : Evolution des fonds propres de Banelino.....	19
Tableau 9 : Evolution des charges de personnel, des dépenses et des recettes nettes.....	19
Tableau 10 : Evolution de quelques indicateurs financiers au niveau de Banelino	19
Tableau 11 : % de croissance annuelle des exportations CE/ globales de B.....	20
Tableau 12 : Croissance du portefeuille de clients/an	21
Tableau 13 : Part des dépenses de formation dans les dépenses de fonctionnement de Banelino	22
Tableau 14 : Comparaison des recommandations MBPA sur le cycle de production de la banane avec les exigences d'Eurepgap et ceux des futurs standards FLO	27

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Zone d'intervention de Banelino.....	9
Figure 2 : Ligne N/O traversée par le fleuve Yaque del Norte	10
Figure 3 : Taille d'exploitations des membres de Banelino.....	12
Figure 4 : Répartition des producteurs selon la part des revenus issue de la production de la banane	16
(en 2007)	16
Figure 5 : Evolution des ventes de Banelino	18
Figure 6 : Evolution des destinations de ventes des productions de Banelino	20
Figure 7 : Type et volumes de bananes CE exportés par destinations de vente (2006).....	21
Figure 8 : Part des dépenses sociales dans les dépenses totales de la prime (par UP).....	24

Introduction

Banelino est une organisation de petits producteurs dominicains spécialisés dans la production-commercialisation de bananes en CE. Ce groupement s'est formé en deux temps : fondée en 1996, l'OP fait partie des organisations pionnières ayant intégré la filière banane en CE et a fonctionné durant deux ans avec des producteurs localisés dans la vallée du Cibao ; elle a ensuite cessé ses activités en 1998 suite à un violent ouragan qui a détruit une partie des plantations avant de se reconstituer en 2000 sous l'appellation Banelino.

Tous ses membres sont rattachés à des entités locales formées au niveau d'une communauté rurale : l'unité de production. Cinq UP ont ainsi adhéré à Banelino : Juliana Jaramillo et Amina pour les plus anciennes, San Isidro, la Caïda et la dernières Hatillo Palma. Banelino a connue une scission également avec une UP en 2004, la Maximo Gomez. Cinq membres de cette UP ont été expulsés de Banelino et le reste des producteurs ont fondé l'UP San Isidro. La Maximo Gomez a été inscrite sur les registres de FLO en 2005, constituant ainsi une nouvelle entité de production en CE.

Ces UP sont situées dans deux provinces Monte Cristi et Valverde au nord ouest de la République Dominicaine, région où est produit environ 90% de la banane d'exportation. Ce sont aussi des régions considérées comme peu développées économiquement.

Banelino en intégrant le dispositif du CE a développé ses ventes de bananes à l'exportation. Il en a résulté des retombées économiques et sociales significatives sur les producteurs et leurs familles, les salariés agricoles et les communautés inscrites dans la zone d'intervention de l'OP.

Concrètement, Banelino s'est tout autant fixé pour objectifs de rehausser le niveau de vie des producteurs, d'améliorer leurs outils de production que de lutter contre toutes formes d'injustice ou d'exclusion qui touchent les travailleurs en majorité d'origine haïtienne ou les communautés défavorisées. Sur ces différentes orientations d'actions, les bénéfices du CE sont multiples.

L'étude de l'organisation de producteurs Banelino visait ainsi à identifier et analyser les effets du CE à travers cinq thèmes d'évaluation :

- la portée du CE,
- l'impact sur les membres de l'OP et de leurs familles,
- l'organisation de producteurs,
- le développement socio-économique à l'échelle du territoire couvert par Banelino,
- les changements environnementaux.

A travers ces thèmes d'évaluation, nous analyser par la suite l'efficacité du système CE de FLO au regard de ses objectifs ainsi que la cohérence interne du dispositif sur le terrain étudié.

Enfin, quelques difficultés du système FLO - soulevées au cours de la restitution et des focus group - sont discutées et conduisent à proposer des axes d'amélioration.

1 MÉTHODOLOGIE

2 CONTEXTE D'INTERVENTION DE BANELINO

2.1 La structuration de la filière banane en République Dominicaine

2.1.1 Les chiffres clés

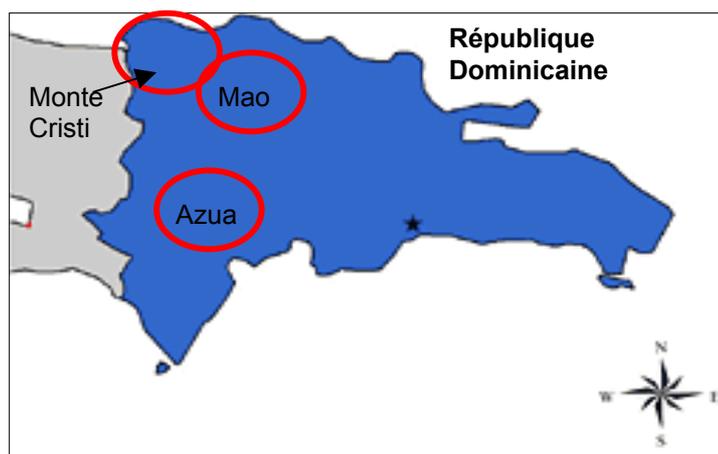
Les données principales de la filière banane dominicaine sont résumées ci-après.

Tableau 1: Chiffres clés de la filière Banane

Nb de familles productrices	713 (2004) / 1000 (2006)
Surface cultivée (ha)	5000
Exportation de bananes (en tonnes : chiffres 2006)	203000
Exportation en valeur (millions USD)	22.8
% PIB (part des exportations dans le PIB)	0.05
Rang des exportations mondiales	12ème

Sources : Données Probanano, 2004 – FAO, 2006

2.1.2 Les zones de production de bananes



La production de bananes est localisée dans trois régions (Valverde, Monte Cristi et Azua) mais se concentre surtout dans le nord (89%) où le climat plus sec rend la culture moins sensible à certaines maladies fongiques.

Les bananeraies dominicaines sont dominées principalement par la banane dessert (sp. Musa AAA, sous-groupe Cavendish) même si le plantain, destiné au marché local, y est cultivé.

Selon un recensement réalisé en 2003, l'industrie bananière dominicaine comptait alors plus de 700 producteurs dont 45% sont situés au Sud (province d'Azua) et 55% au Nord (essentiellement les provinces de Mao et Monte Cristi).

Quant aux exploitations, elles sont caractérisées par de faibles superficies en bananes (en moyenne 111 tareas soit 7 ha). La valeur médiane des surfaces plantées est de 35 tareas (2.2 hectares). Par ailleurs, 80% des producteurs ont moins de 100 tareas (6,25 ha).

2.2 Présentation de Banelino

2.2.1 Bref historique de Banelino

Les fondateurs de Banelino sont des producteurs de trois groupes d'agriculteurs certifiés par FLO en 1996 : Amina, El Mango y Renaciendo para el Bienestar (les deux derniers groupes ayant ultérieurement fusionné dans l'unité de production Juliana Jaramillo). Ces groupes ont dans un premier temps, exporté des bananes conventionnelles Fair Trade vers l'Europe avant de cesser leurs activités en 1998 suite à un incident climatique, l'ouragan Georges, qui a détruit une grande partie des plantations. Cette évènement menaçant les producteurs d'être rayés des registres de FLO pour absence de vente, et donc de ne plus avoir accès aux marchés d'exportation, a précipité la formation de l'Association Bananes Écologiques de la Ligne Nord-ouest, Banelino. C'est ainsi qu'en été 2000, les exportations Fair Trade de Banelino ont commencé avant même la constitution officielle de l'OP (2002). Cette restructuration a eu deux effets :

- **Orientation vers un mode de production biologique** : initialement deux tiers de la production étaient cultivés en conventionnel et les producteurs ont progressivement profité de nouvelles catastrophes naturelles (inondations de 2003 notamment qui ont détruit 60% des surfaces productives) pour se lancer dans la culture biologique.
- **Refonte organisationnelle de l'OP** : Banelino s'est donné plusieurs missions pour améliorer ses capacités d'exportation et développer ses activités dans les provinces de Mao et Monte Cristi :
 - Représenter les intérêts socio-économiques de ses producteurs devant les institutions nationales et internationales quant à la production et la commercialisation de bananes ;
 - Former les producteurs sur la production agricole, la santé et la nutrition, l'administration d'entreprises, la planification et l'exécution projets et programmes visant le développement rural ;
 - Informer les producteurs, les travailleurs, les familles et les communautés en général sur les objectifs du CE ;
 - Faciliter l'assistance technique, logistique et administrative nécessaire pour garantir une excellente qualité de fruits au marché et à la fois un commerce durable à ses producteurs
 - Promouvoir un développement rural soutenable à travers des investissements dans des projets sociaux, environnementaux et d'infrastructure dans laquelle profitent les petits producteurs, les travailleurs et la Communauté en général ;
 - Accompagner et superviser les producteurs dans l'accomplissement des critères établis par FLO, la certification organique et l'Eurepgap.

2.2.2 Fonctionnement actuel et principales activités

Banelino regroupe actuellement 259 petits producteurs de bananes, soit un quart des « bananeros » dominicaines, organisés au sein de cinq unités de production décentralisées :

- Juliana Jaramillo
- Hatillo Palma
- La Caïda
- San Isidro
- Amina

Sa taille place l'OP comme l'une des plus importantes du pays parmi les six autres OP¹ qui vendent de la banane en commerce équitable.

Banelino vend la totalité de sa production à l'entreprise Plantaciones del Norte qui achète également la production de bananes équitables d'une petite plantation de 250 ha (Tomacazal). L'exportateur se situe ainsi en seconde place après SAVID qui reste à ce jour le plus grand exportateur de bananes dominicaines.

Banelino a une capacité d'exportation d'environ 9.000 caisses hebdomadaires de bananes conventionnelles et 21.000 caisses hebdomadaires de bananes organiques.

Banelino vend ses productions en commerce équitable essentiellement depuis 2000, date officielle de sa constitution. Banelino dispose actuellement de deux certifications : la mention agriculture biologique dès sa constitution et depuis 2006, la certification Eurepgap.

Ses principales activités sont :

- La collecte bananes conventionnelles/AB,
- La commercialisation des produits,
- Les services aux membres : assistance technique, préfinancements des intrants, formations, prêts,
- La coordination des actions de développement.

¹ Avec Azubano qui compte près de 300 producteurs.

2.2.3 Spécificités de la zone d'intervention

Comme son nom l'indique, l'association étudiée Banelino - Bananes Écologiques de la Ligne Nord-Ouest - est située dans le Nord de la République dominicaine et couvre les provinces de Valverde (Mao) et de Monte Cristi.

Figure 1 : Zone d'intervention de Banelino



Selon une ligne Nord-Ouest, les deux provinces sont traversées par le fleuve principal, le Yaque del Norte (296 km de long) qui prend sa source au Pico Duarte situé à une altitude de 2,580 m dans la Cordillère Centrale et se déversant dans la baie de Monte Cristi en formant un delta. Il irrigue un grand bassin de production de 7044 km² mis en valeur par les cultures de riz, de tabac et de bananes.

Nous disposons de peu d'élément concernant ces régions même si, quelques spécificités tant historiques que géographiques nous permettent de distinguer deux zones de productions.

La zone ouest de la vallée du Cibao (Monte Cristi)

Située dans la vallée du Cibao, la province de Monte Cristi est limitée au Nord par l'Océan Atlantique, au sud les provinces de Santiago Rodríguez y Dajabón, et à l'est par la province de Valverde. Sa superficie est de 1924 km² et sa population de 112000 (recensement 2002). San fernando de Monte Cristi est la principale ville absorbant le quart des habitants. Quant à Palo Verde et Hatillo Palma dans lesquels intervient Banelino, ils forment des districts municipaux. La population est principalement rurale (52,3%).

Au niveau géographique, la région est bordée au nord par la Cordillère septentrionale. Le réseau hydrique est constitué par Guayubín et Maguaca, deux affluents du Yaque del Norte. Son climat est caractérisé par de faibles précipitations (750 mm/an) et une température moyenne de 27,5 °C. La région est particulièrement exposée aux cyclones dévastateurs (de juillet à octobre) et la plaine irriguée le long de la vallée constitue une zone vulnérable aux inondations (figure 2).

Figure 2 : Ligne N/O traversée par le fleuve Yaque del Norte

* les aires grisées indiquent les zones inondables (le long du fleuve)



Source : Secretaria de medio-ambiente

La province vit de ses ressources halieutiques (pêche et exploitation de sel) et de l'agriculture dont les productions les plus importantes sont la banane dessert, le plantain et le riz. Cette dernière spéculation constitue la première culture vivrière du pays et occupe 150 000 ha dans le pays : 23% de la production de riz est cultivé dans le Nord-Ouest (et 66% dans le Nord-Est), sans rotation culturale et en utilisant de nombreux intrants (Idiaf, 2004). Ce mode de production généralisé dans la province rend les conversions de bananeraies en mode biologique particulièrement difficiles à réaliser. On peut observer également un élevage extensif d'ovin, caprins et de bovins.

Par ailleurs, la culture de la banane dominicaine pour l'exportation bien que récente, était déjà implantée dans la province de Montecristi puisque jusqu'en 1962 une entreprise américaine, la Granada Food company, en produisait ainsi que de la canne à sucre. Quand la compagnie fruitière a quitté la République Dominicaine en 1962, le gouvernement a redistribué 15% des terres aux travailleurs, leur octroyant une superficie de 2 hectares chacun (30-35 tareas). Il y demeure d'ailleurs des terres d'état laissées à l'abandon et que convoite Banelino pour y établir une ferme coopérative. De cette réforme agraire², Monte Cristi a hérité d'une organisation particulière du travail agricole. C'est ainsi qu'une des plus importantes unités de production de Banelino (Juliana Jaramillo avec 77 membres) fonctionne sur un mode plus collectif qu'à Valverde : des groupes de travailleurs (haïtiens en majorité), « les cuadrillas » ou « brigades », sont désignés pour effectuer certaines opérations culturales (effeuillage, désherbage, récolte) et de conditionnement (lavage- emballage), et circulent sur un bloc d'exploitations de parcelles en parcelles à l'instar de leurs employeurs lors de la présence de la Granada food company.

La zone de Mao-Valverde

Valverde appartient également à la vallée du Cibao, limitée au Nord par la province de Puerto Plata, au Sud par celle de Santiago, à l'ouest par Monte Cristi et à l'est par Santiago Rodriguez. Elle s'étend sur 823 km² avec une densité de population de 192 hbt/km², soit quatre fois plus élevée que la province de Monte Cristi. La population urbaine atteint 72% et reste concentrée à Mao, la première ville de la Province. Banelino intervient dans une des principales communes (Laguna salada

² 650 000 ha de terres ont été redistribués dans le cadre des lois agraires qui ont suivi l'ère Trujillo (entre 1961 et 1980). Ces réformes se sont accompagnées de la construction d'ouvrages et de canaux d'irrigation, afin de rationaliser l'usage de l'eau.

pour l'unité San isidro) et deux districts municipaux dont les unités de production portent le même nom : Amina et La Caïda.

A 100-200 m d'altitude, le relief de Valverde est peu marqué même si la région compte quelques collines de la montagne Samba. Le fleuve Yaque del Norte et la rivière Mao en constituent les ressources hydriques majeures. Son climat est relativement sec mais plus humide que celui de Monte Cristi (précipitations comprises entre 900 et 1000 mm/an).

A Valverde, l'économie locale repose également sur l'agriculture. Rizières, maraîchage (principalement de la tomate) et bananeraies s'intègrent dans les plaines qui bordent les principaux cours d'eau. On y trouve également de façon dominante le tabac contribuant à hauteur de 50% à la première production agricole d'exportation de RD.

Enfin l'élevage extensif de bovins ou caprins participe à la gestion de la fertilité dans cette zone où l'agriculture biologique s'est davantage développée qu'à Monte Cristi.

Dans le cadre de la réforme agraire, Valverde a également bénéficié d'une redistribution des terres en minifundios en octroyant des parcelles plus grandes qu'à Monte cristi (3,14 ha contre 2,2 ha). Les agriculteurs semblent cependant installés depuis longtemps et certains ont même hérité de leur exploitation.

Aujourd'hui les producteurs qui transmettent aux nouvelles générations des terres de la réforme agraire de façon informelle, les considèrent comme acquises en propriété même si elles ne peuvent être hypothéquées pour recourir au crédit bancaire.

2.2.4 Les systèmes de cultures

La banane est cultivée dans les plaines alluviales irriguées par le fleuve Yaque del Norte et le fleuve Mao. Les producteurs irriguent leurs parcelles principalement par inondation même si le système du goutte à goutte ou de l'aspersion est de plus en plus expérimenté.

La vallée du Cibao y est propice pour sa culture du fait qu'elle soit sèche et donc moins sujette à certaines maladies fongiques (cercosporiose noire ou jaune).

Orientés vers un modèle agro-exportateur, les agriculteurs dominicains pratiquent essentiellement la monoculture et la production de bananes n'en est pas épargnée. Perçue comme une culture de rente, la banane est donc conduite de manière intensive pour produire des fruits tout au long de l'année ; Le pic de production se situe en été (avril-septembre) alors que la demande sur le marché international est la plus faible.

La culture organique de bananes s'est accrue ces dernières années mais les pratiques biologiques sont très semblables à celles observées pour les cultures conventionnelles et les intrants utilisés pour la fertilisation et la lutte contre les parasites sont substitués par d'autres matières actives en cas de carences ou d'attaques parasitaires. Ainsi, les rotations de culture et l'utilisation de matière organique pour nourrir et préserver le sol de l'érosion sont quasi inexistantes.

Le mode de culture est relativement transposable de la culture conventionnelle à la culture bio

2.3 Projets et programmes intervenants dans la zone

D'un point de vue socio-économique, la région du Cibao intéresse peu les ONG (concentrées dans le sud du pays) alors qu'elle est relativement enclavée. La province de Monte Cristi souffre particulièrement de la démission de l'Etat. Elle est considérée comme une des plus pauvres du pays, avec des conditions de vie difficiles. La population haïtienne venue travailler dans les plantations n'est pas non plus épargnée par la pauvreté. En outre, une part d'entre elle vie dans la clandestinité et ne peut donc s'installer et s'intégrer à la population dominicaine.

En matière de développement économique, il existe des programmes appuyés par l'Etat dominicain comme celui développé par le Proyecto y Apoyo a la Transicion competitiva Agro-alimentaria (PADCA). Il s'agit d'un projet financé par le BIT soutenant les projets d'amélioration des performances du secteur agricole et agro-alimentaire. Il a notamment subventionné des équipements d'irrigation à hauteur de 40% avec contrepartie des organisations de producteurs. Ce programme est en place depuis 2006 et a été promu par le Secrétariat à l'Agriculture. Au sein de Banelino, 11 membres de l'unité de production Juliana Jaramillo en ont bénéficié.

3 RÉSULTATS : PORTÉE ET EFFETS DU CE

3.1 Portée du CE

3.1.1 Les membres de l'OP sont de petits producteurs...entrepreneurs

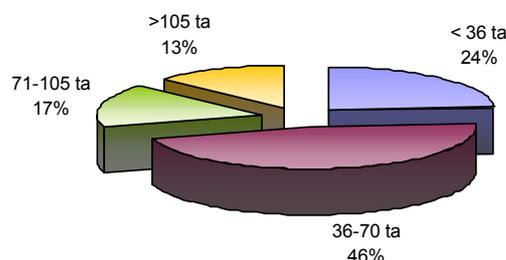
Banelino est une OP de premier niveau et compte 259 producteurs indépendants apparus dans le cadre de la réforme agraire laquelle a permis, dans les années 60 à 90, de redistribuer des parcelles de terres de 2,2 à 3,2 ha.

Le titre de propriété provisoire issu de la réforme agraire prédomine dans la province de Monte Cristi où les exploitations sont récentes (années 80 et 90). Dans celles de Mao, plus anciennes (années 70), nos enquêtes révèlent qu'une majorité de producteurs sont propriétaires par héritage, par achat de terre ou encore par transformation d'un titre provisoire en titre de propriété définitif.

75% des producteurs ont une exploitation dont la taille est inférieure à 4,4 ha, avec une surface médiane de 3,13 ha³.

Figure 3 : Taille d'exploitations des membres de Banelino

	< 36 ta (< 2,2 ha)	36-70 ta (2,2-4,4 ha)	71-105 ta (4,4-6,6 ha)	>105 ta (> 6,6 ha)
Juliana Jaramilo	35	26	5	11
Hatillo Palma	9	13	7	6
San Isidro	8	28	11	10
Amina	4	11	14	0
La Caída	6	42	6	7



Source : Elaboration OB sur données Banelino

A l'échelle des exploitations le niveau d'équipement est faible mais il a été complété depuis l'entrée dans le CE par des infrastructures et des équipements collectifs permettant aux membres de ne pas rester en marge des innovations techniques.

Si le dispositif du CE dans le cas des OP est destiné à de « petits producteurs », nous observons qu'ils ne correspondent pas exactement au concept défini par les standards génériques de FLO⁴. En effet, en dépit de leurs petites structures d'exploitation, les producteurs dépendent tous d'une main d'œuvre salariée permanente (1 à 2 ouvriers pour une surface minimale de 2,2 à 4,4 ha) et occasionnelle pour réaliser des opérations culturales dans le cycle de production. Les travailleurs agricoles sont à 80% des migrants haïtiens. Les producteurs ne s'inscrivent pas dans un schéma d'agriculture familiale classique. Il s'agit d'anciens ouvriers de plantations ayant reçu une parcelle suite à la réforme agraire qu'ils continuent d'exploiter en monoculture avant tout pour produire un revenu monétaire. Cette activité est complétée par des activités d'élevage ou extra-agricoles.

3.1.2 Le CE : un bénéfice pour tous les producteurs de l'OP...malgré les différences de production

La production de bananes de l'ensemble des membres de Banelino est totalement destinée au marché d'export et principalement à celui du CE.

70% de la production exportée est commercialisée dans les circuits du CE. Le prix au producteur est cependant calculé sur une moyenne des ventes totales. Ainsi, les retombées des ventes équitables concernent tous les producteurs de l'OP, sans différenciation de la qualité produite même si celle-ci reste hétérogène. Quant à la prime des ventes issues du CE, elle n'est pas distribuée dans le prix

³ Les surfaces déclarées sur le registre de Banelino correspondent cependant à celles dédiées à la culture de banane. Seulement 12,5% des producteurs enquêtés avaient des surfaces supérieures, dédiées pour la plupart au pâturage.

⁴ Pour rappel, « Le terme « petits producteurs » fait référence à ceux qui ne sont pas structurellement dépendant d'une main d'œuvre salariée permanente et qui gèrent leur exploitation en y travaillant de leurs propres mains et avec l'aide de main d'œuvre familiale. » (Standards de FLO, 2005)

mais elle est mutualisée au profit de tous les producteurs, salariés et communautés villageoises pour financer des projets collectifs.

Les bénéfices du CE se traduisent d'une part par un soutien des prix aux producteurs dont la valeur globale varie selon des différences de production exprimées à deux niveaux :

- en termes de volume : les producteurs les plus avantagés sont ceux qui ont une plus grande capacité de production. Les membres de l'OP localisés à proximité des prises d'eau et dans les plaines alluviales comme ceux de l'UP Amina, montrent ainsi une production hebdomadaire jusqu'à deux fois supérieures à ceux des autres UP.
- en termes de qualité/mode de production : 75% des membres de Banelino produisent en biologique ou sont en phase de transition, motivés par les prix des ventes bio et équitables. Parmi les producteurs de bananes conventionnelles, les deux tiers appartiennent à l'UP JJ, située dans une région aux potentialités agricoles faibles et où domine la culture intensive de riz freinant les conversions des bananeraies en agriculture biologique.

Tableau 2 : Volumes produits par les producteurs de chaque UP de Banelino

	Juliana Jamillo	La Caïda	San Isidro	Amina	Hatillo palma
Nombre de membres	77	61	57	29	35
Volume produit ⁵ (en nb caisses/sem)	6500	4550	3900	3900	3510
Volume (en nb de caisses/ producteur/sem)	84	75	68	134	100
Vol (en T/ producteur/sem)	1,5	1,4	1,2	2,4	1,8

Sources : Estimations OB d'après données Banelino2006

D'autre part, les effets positifs du CE s'expriment à travers la redistribution de la prime de développement qui a permis jusqu'en 2005 d'investir dans l'amélioration des outils collectifs de production (réseau câblés, station de conditionnement, magasins...). A ce titre la prime a avantagé tous les producteurs, même si les exigences de FLO semblent freiner aujourd'hui les investissements productifs.



⇐ Photo : Réseau câblé

3.1.3 L'entrée dans le dispositif du CE : une adhésion sous conditions

Les UP n'ont pour la plupart aucun statut juridique officiel ni d'autonomie propre : leur activité dépend entièrement de celle de Banelino.

Bien que la demande d'adhésion soit importante, les membres de Banelino acquièrent leurs pleins droits et bénéfices du CE s'ils respectent au minimum quelques critères techniques (accès à une station de lavage et d'emballage) et économiques (paiement de cotisations et quote-part annuelle). L'exigence la plus déterminante pour intégrer l'OP reste la solvabilité morale du candidat qui doit adhérer à l'ensemble du projet coopératif de Banelino et ne pas lui être préjudiciable sous peine d'expulsion. Cette disposition a été renforcée suite à un différent opposant une UP et Banelino.

⁵ Les volumes produits sont supérieurs à ceux livrés car ils tiennent compte des écarts de productions, évalués grosso-modo à 30% des volumes livrés (rapport d'inspection FLO, 2005). Ces estimations sont grossières et cachent les progrès réalisés en terme de qualité (cf. partie producteurs).

3.2 Effets du CE sur les Producteurs, travailleurs et leurs familles

3.2.1 Le CE apporte une stabilité des revenus des producteurs

Les prix FOB en CE et ceux destinés au marché standard sont relativement comparables et varient entre 300 et 400 \$/TM (450 \$ depuis 2006) pour l'exportation de bananes conventionnelles. Cette situation tient au fait que la République Dominicaine a bénéficié depuis 1993 de contingents tarifaires lui permettant de vendre ses exportations de bananes en Europe à des prix préférentiels. Ainsi face à ce marché protégé, le CE a eu un effet limité sur le prix au producteur. Il arrive même au sein de Banelino, en période de faible production (novembre-avril), que des membres soient tentés de vendre des régimes de bananes sur le marché local où les prix pratiqués (4 à 4,25 \$/caisse de 18,14 kg de bananes conventionnelles) s'approchent de ceux qu'ils perçoivent en filière CE (4,5 \$/caisse de bananes conventionnelles et 6,25\$/caisse de bananes bio).

En revanche, l'effet du CE porte davantage sur la stabilité des prix au producteur, garantie par des contrats de ventes négociés annuellement. En période de forte production (saison d'été), les prix payés aux membres de Banelino diminuent (-6% pour la vente de bananes conventionnelles à -12% pour la vente de bananes bios) mais restent 4 à 9 fois plus élevés que ceux proposés sur le marché local.

Tableau 3 : prix aux producteurs (en pesos/caisse de 18,4 kg) en 2006

	Saison d'hiver (nov.-mars)	Saison d'été (avril-oct.)
Prix sur le marché local (en conventionnel)	4-4,25	2,5-3
Prix moyen Banelino en Bio	6,25	5,50 – 5,90
Prix moyen Banelino en Conv.	4,50	4,25 – 4,50

Source : Enquêtes producteurs

Les bénéfices du CE se traduisent donc par un soutien des prix qui stabilise les revenus des producteurs en compensant les variations saisonnières des prix du marché international. Cet effet « stabilité » est confirmé par 80% des producteurs enquêtés.

3.2.2 Le CE a permis d'accroître la rentabilité des bananeraies

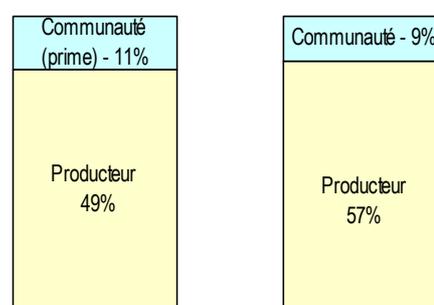
Les producteurs de Banelino livrent toute leur production pour l'exportation en CE, même si les prix sont révisés à la baisse lorsque la demande CE est saturée : c'est le cas en période d'été où l'offre dépasse la demande. Dans ce cas, le retour sur investissement n'est pas assuré en raison des coûts de production élevés.

Le prix au producteur pour la banane bio et CE est, depuis 2006, de 38% plus élevé que celui en conventionnel et CE. Révisé à la hausse, il était seulement 24% plus élevé jusqu'en 2005.

Bien que les coûts de production en bio dépassent ceux du conventionnel de 29%, la valeur ajoutée brute issue de la production de bananes bios reste supérieure à celle de la banane conventionnelle à rendements égaux (tableau 4).

Tableau 4 : Répartition du prix FOB en CE depuis le producteur jusqu'à l'exportateur (prix en USD)

	2005*		2006	
	Conv.	Bio.	Conv.	Bio.
A- Exportateur				
Transport lieu stockage-port	0,53			



Coût d'emballage	0,22	Env. 3 USD		
Logistique	0,5			
Frais d'embarquement	0,31			
PDN	0,5			
B- OP				
Fonds de réclamation (« Fundo maduro »)	-	0,25		
Quote-part B**	-	0,50		
Prime dont :	1,75	1,75	1	1
Fonds de réclamation	0,35	0,35		
Quote-part B*	0,40	0,40		
C- Producteur				
Rémunération au producteur	4,25	5,25	4,50	6,25
Total A+B+C	8,81	9,81	9,25	11

* Données rapport inspection FLO, 2005

** Cette quote-part inclut, les frais de commercialisation, l'assistance technique (dont la préparation pour Eurepgap de 0,15 USD/caisse)

Source : rapport inspection FLO, 2005, données d'enquêtes

Il apparaît que 25% des membres de Banelino localisés en majorité dans la région de Monte Cristi produisent en conventionnel. Avec un niveau de rendement moyen faible (25 T/ha), la culture de bananes conventionnelles n'est pas rentable, alors qu'en bio elle l'est. Ainsi, seuls les membres qui ont accru la productivité de la terre et du travail peuvent prétendre viabiliser leur exploitation.

Tableau 5 : Comparaison des coûts de production et de rentabilité des systèmes de cultures banane entre membres de Banelino (estimations 2006)

	Système en bio		Système en conventionnel	
	Producteur 1 (récent): Rdt moyen de 26 t/ha	Producteur 2 (ancien): Rdt moyen de 40 t/ha	Avec rdt moyen de 25 t/ha	Producteur 3 (ancien): Rdt moyen de 38 t/ha
Prix au producteur (\$/ha/an)	8478	13043	5774	8777
<i>Coûts de production (\$/ha/an)</i>				
Intrants	1462		1005	
Main d'oeuvre	943		720	
Eau (accès + combustible)	51		51	
Amortissements	329		385	
<i>Coûts de conditionnement (\$/ha/an)</i>	948			
<i>Coûts infrastructures et transport (\$/ha/an)</i>	2424			
<i>Frais financiers</i>	100	0	0	291
Total Coûts (\$/ha/an)	5927	5827	5533	5823
VAB (\$/ha/an)	2551	7216	241	3244
VAN (\$/ha/an)	2551	7216	241	2953

Sources : Enquêtes, données Banelino

Nos résultats laissent penser que l'ancienneté de l'adhésion à l'OP contribue à accroître les rendements des bananeraies. En effet, alors que la moyenne oscille entre 25-26 T/ha (quelque soit le mode de production), des membres anciens enquêtés montrent un niveau de rendement proche de la moyenne nationale (40 T/ha). Par ailleurs, la productivité du travail semble également supérieure de 52 à 54% chez les producteurs les plus anciens de Banelino.

Ces gains de rendement et de productivité du travail peuvent naturellement s'expliquer par l'effet conjugué d'un accès facilité aux intrants et de l'encadrement technique fournis par Banelino, et donc résultent indirectement des bénéfices du CE. L'enquête auprès des producteurs valide ces hypothèses puisqu'ils ont constaté une amélioration de leurs systèmes techniques de production depuis leur entrée dans le dispositif du CE.

3.2.3 Le CE a développé une culture de spécialisation déjà bien ancrée...même si Banelino souhaite promouvoir la diversification

Les producteurs de Banelino, en tant qu'héritiers de la réforme agraire n'ont pas une tradition de diversification agricole. Ils perpétuent en ce sens le modèle agro-exportateur des anciennes compagnies fruitières implantées dans le pays. Les cultures vivrières qu'ils pratiquaient avant de produire de la banane ont été abandonnées au bénéfice de la banane d'exportation biologique ou/et CE, jugée plus rentable. Ainsi 51% des membres de l'OP enquêtés ne dépendent que des revenus issus de la banane ; parmi ceux qui perçoivent des revenus d'autres activités, 86% pratiquent l'élevage et concernent en particulier ceux qui ont les plus petites surfaces (< 2,2 ha).

Banelino tend à soutenir la diversification dans le cas où une amélioration de la compétitivité dans la filière banane ne suffirait pas ou ne serait pas durable ; ou encore pour éviter les risques de dépendance de la culture de banane. Des expérimentations sont en cours sur des parcelles pilotes afin de comparer leurs rentabilités avec celles conduites en monoculture. Ces tests s'opèrent néanmoins dans le cadre d'un partenariat avec un client de Banelino et restent donc indépendants du dispositif du CE.

3.2.4 Le CE a eu des effets positifs sur les conditions de travail des salariés agricoles

La main d'œuvre agricole est composée à 80% de travailleurs haïtiens en quête d'emplois et de sécurité et désirant échapper à la situation sociopolitique et économique de leur pays. Une enquête menée au sein de Banelino révèle que 42% sont employés depuis plus de 5 ans dans les plantations couvertes par l'OP, alors que les transferts de main d'œuvre sont fréquents dans la région en raison de la forte demande en travailleurs qualifiés. Ce maintien de l'emploi dans les exploitations s'explique par un niveau de rémunération supérieur au revenu minimum national (de 3 700 pesos/mois) ainsi que d'autres bénéfices en nature (repas, régularisation du titre de séjour, cotisation sociale, prime de fin d'année...) pris en charge par une contribution volontaire des producteurs et par la prime du CE.

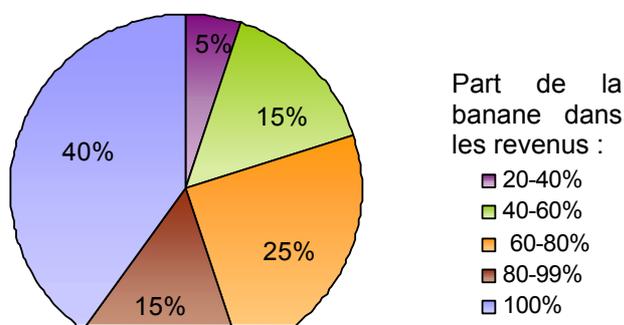
En matière d'alimentation, les zones d'intervention de Banelino ne connaissent pas de déficit alimentaire structurel ou conjoncturel, du moins en ce qui concerne les producteurs et les salariés. La banane qui demeure un produit vivrier est autoconsommée, et les autres besoins sont couverts par les revenus perçus de leurs activités de production.

3.2.5 Le CE contribue à augmenter les capacités de capitalisation des familles

Il apparaît d'après nos résultats d'enquêtes que 75% des producteurs ont une propension à l'épargne bancaire, 38% investissent dans l'achat d'un bien immobilier et 29% dans l'achat d'un véhicule. Peu de membres semblent vouloir agrandir leur exploitation : seulement 25% des membres enquêtés ont achetés des terres tandis que 67% d'entre eux ont conservé la même surface de production.

S'il est difficile de conclure quant aux effets du CE sur les modifications de comportements d'épargne et d'investissement des ménages, 75% des producteurs témoignent d'une amélioration de leur niveau de vie. Or toujours selon nos résultats, 80% des producteurs enquêtés perçoivent un revenu dont la part issue de la production de bananes est supérieure à 60%. Le développement de cette activité a donc assurément un impact positif sur la capacité d'épargne de la famille.

Figure 4 : Répartition des producteurs selon la part des revenus issue de la production de la banane (en 2007)



Source : Enquêtes producteurs

3.2.6 Le CE simplifie indirectement la gestion de la trésorerie

Les revenus sont réguliers et garantis tout au long de l'année malgré les variations de production saisonnières. Ces atouts permettent aux membres de Banelino d'épargner pour anticiper des baisses éventuelles de revenus. Nos enquêtes montrent ainsi que 48% des producteurs puisent dans leur épargne pour compenser un déficit de trésorerie, tandis que 26% des membres enquêtés comptent sur d'autres sources de revenus. Le recours au crédit bancaire concerne 16% des producteurs enquêtés.

Les effets conjugués de la stabilité des revenus et du préfinancement des intrants par l'OP permis par les ventes en CE facilitent ainsi la gestion de la trésorerie.

3.2.7 La petite agriculture est dynamisée par le CE mais reste menacée par des perspectives d'abandon ou d'exode

Le CE sécurise les revenus des producteurs et améliore le niveau de vie des familles selon la perception des producteurs. Il maintient un certain espoir de mieux-être qui peut empêcher un exode rural à l'heure actuelle. Paradoxalement, les familles ont une tendance à migrer vers les centres urbains pour satisfaire leurs besoins en service (accès aux soins, éducation des enfants..). A cette évolution s'ajoute un vieillissement des membres de Banelino dont la moyenne d'âge (des producteurs enquêtés) oscille autour de 53 ans. Ce double constat conduit à s'interroger sur la reprise des exploitations et l'installation des jeunes dans ces plantations.

3.3 Effets du CE sur l'organisation de producteurs

3.3.1 Le CE a contribué à structurer le monde rural

Banelino regroupe 259 membres soit un quart des producteurs de bananes du pays. L'OP a longtemps concentré la quasi-totalité de l'offre de bananes en CE, dont les volumes représentent en 2006, 10% des bananes exportées de la République Dominicaine (tableau 6).

Tableau 6 : poids de Banelino dans les exportations nationales

	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations nationales (en t)	114723	126661	102046	167056	204094
Exportations totales de Banelino (en t)	9166	8324	9499	13087	19639
Poids de banelino dans les exportations totales (en %)	8	7	9	8	10

Sources : données Banelino/ CEI, 2002-2006

La filière banane équitable concentre en outre la plupart des petits producteurs au sein de six OP, ce qui confère à ces derniers un poids non négligeable dans la zone d'intervention. En ce sens, le CE aura facilité l'accès au marché d'exportation à l'ensemble des petits producteurs de bananes du pays, pour la plupart défavorisés.

Cependant, l'entrée récente (depuis 2004) des plantations dans le dispositif CE semble perçu par Banelino comme une menace pour les producteurs et, par l'exportateur PDN, comme une injustice faite aux OP (tableau ci-après).

Tableau 7 : Evolution des producteurs de bananes en CE

	2003	2004	2005-2006	2007*
OP	3	4	6	6
Plantations	0	2	5**	11

Source : Entretiens institutionnels

* En 2007, 3 OP et 17 autres plantations ont fait la demande de certification

** dont Paso Roble, Pasadena, Jovie Banana, Alquiles Morel, El Arca

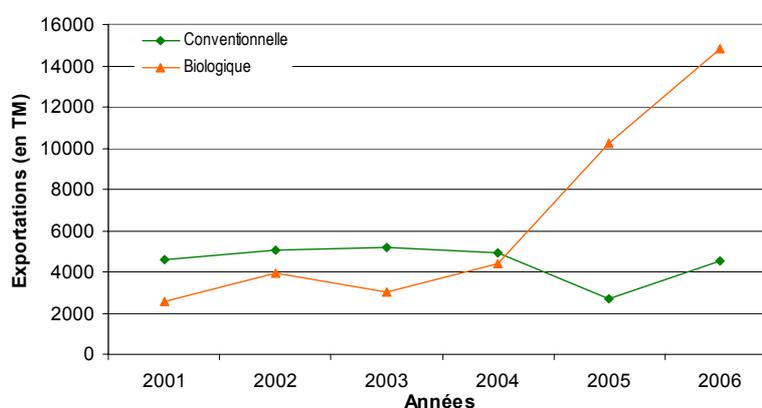
3.3.2 L'essor du marché de la banane CE a contribué à développer la filière banane dominicaine

Dans un contexte favorable permis par le régime de contingent tarifaire, la République Dominicaine a doublé ses exportations de bananes entre 2002 et 2006 passant de 114723 tonnes à 204094 tonnes. Les volumes de bananes en CE qui étaient de 5 tonnes en 2001 sont passés à plus de 20000 tonnes en 2006.

Cette impulsion du CE a propulsé les producteurs sur des marchés d'exportation qui n'étaient jusque là réservés qu'à de grandes plantations. Il en a résulté une série de mesures promues par des dispositifs publics (Probanano) afin de permettre à la filière de s'adapter aux exigences du marché international. Dans ces adaptations, le rôle joué par les OP du CE a été déterminant. Banelino dont le budget de fonctionnement dépend directement des ventes du CE a accompagné ses membres pour qu'ils répondent au mieux aux exigences commerciales du marché international.

L'OP a développé des objectifs qualité, en augmentant d'une part sa production biologique, passant entre 2003 et 2006 de 37% à 75% de sa production exportée, alors que les ventes globales en CE restent encore majoritairement conventionnelles ; d'autre part en adoptant le référentiel Eurepgap, une certification exigée par un groupe de grands distributeurs européens.

Figure 5 : Evolution des ventes de Banelino



Sources : données Banelino

3.3.3 Le CE augmente la légitimité de l'OP au regard de ses membres

Banelino poursuit pléthore d'objectifs à la fois organisationnels visant à mettre en place des services dédiés aux producteurs, et sociaux afin de contribuer au développement des zones défavorisées dans lesquelles l'OP compte des membres.

Nos résultats d'enquêtes montrent une totale adhésion des producteurs aux missions de Banelino et une entière satisfaction de l'usage de la prime de développement en faveur de la communauté. En outre, les membres de l'OP se rattachent à un corpus de valeurs (équité, respect, solidarité, transparence...), considérés comme ceux du CE et dont l'institution doit être garante.

La reconnaissance de Banelino s'exprime au niveau des exploitations par les travailleurs agricoles qui bénéficient également de retombées positives du CE. Quant à l'équipe technique, elle semble adhérer au projet coopératif en exerçant à la fois ses missions techniques et en assumant en même temps un rôle d'écoute et de soutien aux producteurs.

Enfin la confiance des producteurs s'accroît d'autant plus que l'OP montre une capacité réelle à capitaliser en vue d'investir dans des projets collectifs (clinique, centre de formation, ferme coopérative...).

Tableau 8 : Evolution des fonds propres de Banelino

	2001	2002	2003	2004	2005
Montant (en USD)	819	4256	105646	298984	410946
Croissance (en%)		419%	2382%	183%	37%

Source : bilans financiers de Banelino (2001-2005)

3.3.4 L'adhésion au dispositif du CE oblige l'OP à des améliorations institutionnelles pour réguler l'opportunisme

Les standards de FLO promeuvent un contrôle de l'OP au moyen de ses organes décisionnels et exécutifs (AG, commissions, Junta Directiva (JD)). Banelino respecte ces dispositions et favorise la rotation des élus tous les deux ans. La plupart des orientations stratégiques s'opèrent au sein de ces instances, et une partie d'entre elles (négociation des prix, services de l'OP, certifications...) relèvent de décisions concertées entre la Junta Directiva et la gérante de Banelino.

Les statuts, validés par l'AG, ont été modifiés suite à des conflits opposant des membres de l'UP Maximo Gomez (devenue San Isidro depuis 2005) avec les producteurs de cette même UP puis avec Banelino. Les changements opérés se traduisent par des exigences morales supplémentaires vis-à-vis des candidats souhaitant intégrer Banelino, et par l'obligation des membres à se soumettre aux décisions prises par la JD ou la gérante.

Cette crise a renforcé l'OP dans son apprentissage de la gestion des conflits interne et dans sa capacité à adapter les instruments garantissant son pouvoir d'autorité et les valeurs qu'elle promeut.

3.3.5 L'OP démontre une bonne capacité de gestion en dépit de l'accroissement de ses charges de personnels

Banelino qui emploie 50 personnes, voit ses charges de personnel occuper une part significative dans son budget. Le montant croît plus vite que les recettes de fonctionnement, en raison d'une difficulté à réduire les coûts de coordination liés à sa mission sociale.

Tableau 9 : Evolution des charges de personnel, des dépenses et des recettes nettes

	2001	2002	2003	2004	2005
Croissance des recettes nettes (année n/n-1) en %	-	297%	372%	82%	14%
Croissance des dépenses (année n/n-1) en %	-	294%	226%	80%	45%
Charges du personnel ⁶ dans les dépenses (en %)	50%	75%	57%	66%	59%
Evolution du coût du personnel (année n/n-1) en %	-	492%	148%	109%	29%

Source : d'après comptes de résultats Banelino 2001-2005

En revanche, la viabilité de l'organisation ne semble pas menacée, Banelino affichant des performances financières (autosuffisance opérationnelle, rentabilité économique et taux de liquidité générale) globalement positives.

Tableau 10 : Evolution de quelques indicateurs financiers au niveau de Banelino

	31/12/2001	31/12/2002	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005
Produits d'exploitation / Charges d'exploitation	105%	106%	152%	155%	122%

⁶ Les charges de personnels comprennent les salaires, la sécurité sociale, les congés payés, la formation et autres avantages en nature (repas, prime, transport..)

Résultat d'exploitation / actifs totaux moyens	4%	2%	34%	24%	8%
Actif court terme / Dette court terme	91,34%	98,09%	135,69%	148,31%	132,53%

Sources : Données financières de Banelino

3.3.6 Le marché du CE créé un contexte de forte concurrence et contraint l'OP à accroître ses capacités d'exportation

Les ventes à l'export de Banelino en CE ont progressé de 107% entre 2003 et 2006 (l'entrée de deux nouvelles UP ayant favorisé cette croissance de l'offre) alors que sur la même période, ses exportations totales affichent une augmentation de 311%. Parallèlement à cette évolution, Banelino voit sa contribution aux exportations nationales en CE baisser de 30% entre 2004 et 2006, ce qui diminue son poids dans la filière CE.

Tableau 11 : % de croissance annuelle des exportations CE/ globales de B

	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations totales (en t)	9166	8324	9499	13087	19639
% de croissance	-	-9%	+14%	+38%	+50%
Exportations CE (en t)	?	7128	6758	9646	14729
% de croissance	?	-	-5%	+43%	+53%

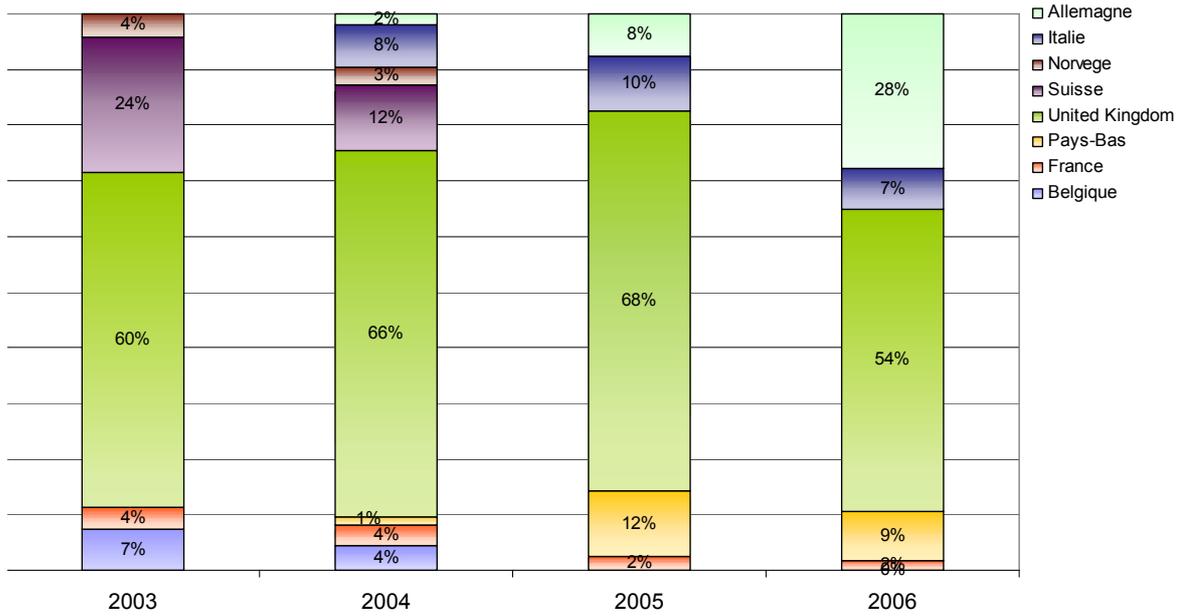
Sources : D'après données Banelino

Cette régression relative a coïncidé avec deux évènements. La première est une rupture de Banelino avec l'exportateur Savid qui a généré une perte de clients pour l'OP entre 2004 et 2005. Le deuxième évènement est lié à l'entrée de nouvelles OP (passant de 4 à 6 entre 2003 et 2007) et surtout de 5 plantations (11 depuis 2007), accroissant ainsi la pression compétitive entre les entités de production. Cette situation a donc conduit Banelino à trouver de nouveaux débouchés commerciaux, en s'appuyant sur le réseau de son nouveau partenaire exportateur, Plantaciones del Norte (PDN).

3.3.7 L'OP développe des relations commerciales avec des clients choisis respectant les règles du CE

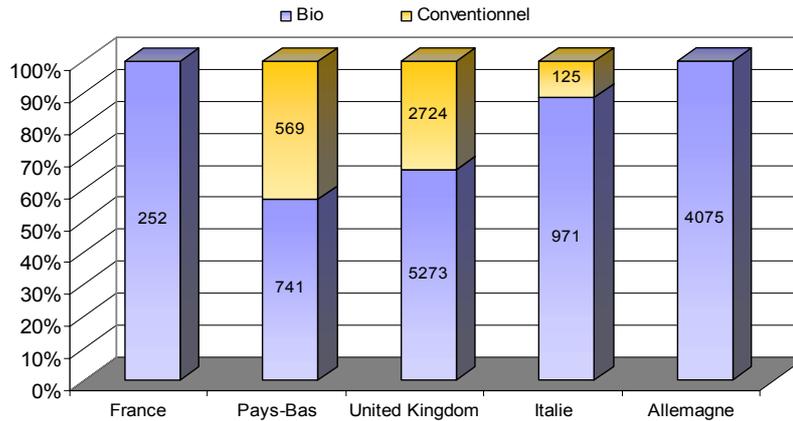
En quittant Savid, peu d'importateurs du circuit CE ont conservé leurs relations avec Banelino. Aussi l'OP a-t-elle décidé de s'impliquer davantage dans la commercialisation ; les décisions sont concertées avec PDN pour trouver de nouveaux importateurs européens ou renouer avec ses anciens clients. Parmi ces derniers, la Grande Bretagne concentre la plupart des clients de Banelino depuis le début de son activité. Le marché anglais absorbe d'ailleurs la plupart de l'offre en banane conventionnelle en CE de Banelino (76% en 2006).

Figure 6 : Evolution des destinations de ventes des productions de Banelino



Source : Elaboration OB d'après données exportations CE de Banelino

Figure 7 : Type et volumes de bananes CE exportés par destinations de vente (2006)



Source : Elaboration OB d'après données Banelino 2006

Depuis que PDN a pris en charge la vente des productions de l'OP, l'origine de la clientèle a évolué et s'est diversifiée : des clients allemands et italiens sont apparus depuis 2005, tandis que des relations clientèles anciennes de France et des Pays-Bas ont été maintenues. Les clients desquels l'OP a reçu des réclamations injustifiées ont été déclassés.

Ainsi, malgré une perte de clientèle accusée en 2005 par la rupture de ses relations commerciales avec Savid, Banelino a revalorisé son portefeuille client dès 2006 (tableau ci-après).

Tableau 12 : Croissance du portefeuille de clients/an

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
--	------	------	------	------	------	------

Nb de clients ⁷	4	6	6	7	5	7
Croissance (%)		+0,5	-	+0,2	-0,3	+0,4

Source : Calcul d'après données Banelino

3.3.8 Banelino atteint des objectifs du CE qui l'ont aidé à bâtir une solide réputation et lui ont permis de saisir de nouvelles opportunités commerciales

L'OP est connue localement, nationalement et internationalement pour les missions de développement socio-économique qu'elle s'est donnée et qu'elle déploie avec les instruments du CE (produit des ventes d'exportation et prime de développement). Elle promeut son image à travers l'accueil de représentants institutionnels et commerciaux.

De cette façon, Banelino a signé en 2006 un contrat de partenariat commercial avec Tegut, un client allemand. Celui-ci a pour objectif, au-delà de l'achat de bananes (au tarif du CE mais hors circuit CE), de financer à hauteur de 1 euro/caisse des projets de développement local : deux programmes, l'un sur la préservation de la biodiversité cultivée et l'autre sur l'amélioration des conditions de travail des salariés haïtiens sont en cours. Inspiré du dispositif CE, ce type de partenariat supplée ainsi au manque à gagner de l'OP qui ne parvient plus désormais à écouler toute sa production sur le marché du CE.

3.3.9 Le CE a contribué à mettre en place le système de contrôle interne (SCI) de l'OP

Afin de faire respecter les exigences de qualité imposées par ses clients, Banelino a créé un département de contrôle interne assumant les fonctions suivantes : encadrement des aspects techniques de la production-conditionnement et de la commercialisation, mise en œuvre les certifications, réalisation des audits internes pour les certifications AB et Eurepgap, et gestion des projets relatifs au domaine social, à la santé et à l'environnement.

Ce changement organisationnel a ainsi favorisé le suivi et le contrôle de la qualité des bananes produites dans le rayon d'action de Banelino. Ces exigences qualité contenues dans un manuel de bonnes pratiques agricoles sont d'autant plus déterminantes pour les producteurs qu'elles contribuent à réduire les volumes invendus et écoulés sur le marché local de « second choix » à bas prix.

3.3.10 Par le biais de ses ventes en CE, l'OP a pu améliorer les services aux producteurs

Banelino organise les moyens logistiques pour collecter et acheminer la production vers les centres de stockage de PDN. Elle dispose d'une antenne à Monte Cristi pour gérer et expédier les productions de l'UP JJ.

Par ailleurs, l'OP pré-finance les intrants afin que les producteurs qui connaissent des problèmes de trésorerie puissent respecter les exigences du MBPA ou le cahier des charges technique en production biologique.

L'assistance technique reste le service le plus apprécié de Banelino par les producteurs. La création d'un SCI pour le suivi et le contrôle des 259 membres de Banelino ont conduit à une augmentation du personnel d'encadrement technique et administratif.

La formation des producteurs est également un service qui a évolué, avec une part dans les dépenses de fonctionnement qui a plus que doublé entre 2001 et 2005. L'OP a d'ailleurs sollicité depuis 2006 un prélèvement sur les primes pour assurer ces dépenses de formation (tableau ci-après).

Tableau 13 : Part des dépenses de formation dans les dépenses de fonctionnement de Banelino

	2001	2002	2003	2004	2005
--	------	------	------	------	------

⁷ Il s'agit des clients qui achètent en CE. Banelino n'enregistre pas les productions qui sont destinés aux clients conventionnels. Ils sont vendus à la filiale néerlandaise de PDN.

Formation	0,49	0,85	1,36	1,23	1,23

Source : d'après données comptables de Banelino

Enfin, malgré une capacité de trésorerie limitée, Banelino octroie occasionnellement des crédits aux producteurs. Une concurrence avec d'autres OP sur les services financiers s'est déjà produite et a conduit Banelino à perdre quelques membres.

3.4 Effets du CE sur Le développement socio-économique local

Le CE en permettant aux producteurs d'accéder au marché d'exportation, contribue indirectement à une restructuration du marché local voire national. Il a des effets directs et indirects sur le développement socio-économique du territoire.

3.4.1 Le CE modifie l'offre en banane sur le marché local et national

Banelino approvisionne le marché dominicain principalement par deux types de produits : la banane verte et les écarts de production. Un troisième marché, celui de la banane mûre dont le monopole est détenu par un producteur, ne concerne pas les membres de l'OP.

Environ 30 % de la production de Banelino n'est pas exportée et forme les écarts de tri qui sont écoulés sur le marché local de « second choix » : celui-ci a vu l'offre s'accroître de 114% entre 2002 et 2006 pour les seuls volumes produits par Banelino. Ce marché s'est développé au détriment de celui de la banane verte⁸ classée « premier choix », puisque ce type de produits fournit en priorité le marché d'exportation.

Cette évolution des quantités s'est accompagnée d'une amélioration de la qualité des bananes sur le marché local, du moins sur les bananes vertes. Ces gains quantitatifs et qualitatifs ont été favorisés par les investissements productifs issues de l'usage de la prime CE, ainsi que de l'assistance technique déployée par Banelino grâce au développement des ventes en CE. Ces bénéfices techniques ont augmenté la capacité des producteurs à être plus réactifs aux exigences normatives du marché et donc à fournir des produits de qualité commerciale supérieure.

Il en résulte en saison d'hiver, lorsque l'offre en banane est faible, des prix sur le marché local qui s'alignent sur ceux du marché international.

3.4.2 Le CE dynamise l'économie locale

Banelino contribue à hauteur de 8-10% aux exportations nationales de bananes, ce qui positionne l'OP comme un acteur important dans la filière banane dominicaine.

L'OP procure près de 5000 emplois ETP directs par son activité bananière (production-conditionnement-logistique), par l'encadrement technique et administratif qu'elle assure et enfin par les projets qu'elle finance au moyen de la prime du CE. Par ailleurs, elle contribue à la création d'emplois indirects liés aux activités de la filière et plus globalement du secteur agricole : les services d'encadrement comme les instituts de recherche et technique, les organismes de certification et les distributeurs d'intrants sont particulièrement concernés par cette dynamique.

⁸ On pourrait penser que la réduction de banane a des effets sur la consommation locale. Toutefois nos résultats ne suffisent pas pour l'affirmer. Par ailleurs, les dominicains trouvent sur les marchés locaux d'autres produits de substitution tel la banane plantain qui non mûre, est cuisinée comme la banane verte.

Photo : travailleur haïtien en station ⇒

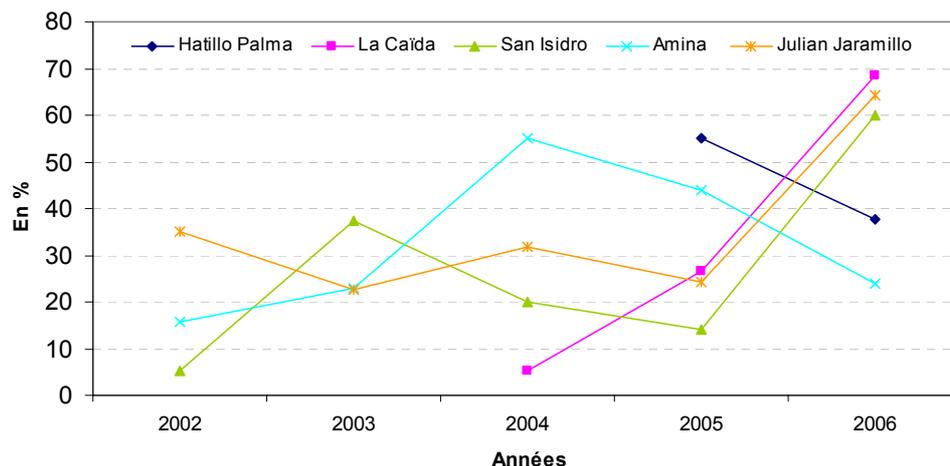


3.4.3 Le CE participe à la réduction de la pauvreté sur le territoire

La prime du CE fait l'objet d'une comptabilité séparée dans le cas de Banelino, par UP. Ces dernières en bénéficient au prorata de leurs ventes en CE. Une partie de la prime est affectée aux œuvres sociales après évaluation par les UP des besoins de chacune de leur communauté et leur approbation annuelle en Assemblée Générale.

Entre 2002 et 2006, les dépenses sociales de Banelino se sont accrues de 282%, liées d'une part à une augmentation des besoins sociaux, et plus récemment à une modification des exigences de FLO sur l'usage de la prime favorisant les investissements socio-environnementaux au détriment des aspects productifs.

Figure 8 : Part des dépenses sociales dans les dépenses totales de la prime (par UP)



Source : Elaboration OB, d'après données Banelino

Les projets communautaires financés par la prime se traduisent par des appuis divers : constructions d'infrastructures, prise en charge de dépenses médicales ou juridiques, paiement de salaires d'enseignants dans des établissements privés, dons divers pour l'achat d'équipements, de fournitures scolaires... Ces œuvres sociales bénéficient au-delà des familles de producteurs et de travailleurs de Banelino, aux *Bateyes* les zones de pauvreté extrême du pays.

Photo : habitation des Bateyes ⇒



De ce fait, le CE participe à l'amélioration du bien-être des communautés en leur permettant d'accéder à des avantages sociaux durables grâce à l'activité continue des producteurs. Ces derniers nourrissent d'autant plus leur conscience citoyenne qu'ils réfléchissent sur des problématiques de développement qui les concernent ou dont ils sont proches.

«Un petit producteur qui soutient une communauté est beaucoup plus proche de ses besoins ; ça n'a pas le même effet qu'une grande plantation qui réalise une oeuvre sociale pour améliorer son image : le sentiment d'aide est différent . » (Restitution finale)

3.4.4 Les enjeux « politiques » du CE se jouent sur la scène internationale

Malgré le nombre de ses membres, ses volumes produits et son engagement dans des œuvres sociales, Banelino n'est pas impliquée dans les revendications syndicales de petits producteurs dominicains : elle apparaît peu dans le syndicat professionnel Adobanano, au simple motif qu'elle refuse d'agir aux côtés de la société SAVID qui domine la filière d'exportation de bananes en RD y compris en CE en formant l'exportateur incontournable du pays.

En revanche, l'OP est membre actif de la CLAC⁹, instance internationale au sein de laquelle elle défend, aux côtés des acteurs d'autres filières du CE, les intérêts de ses petits producteurs contre les dérives du commerce mondial.

3.5 Effet du CE sur L'environnement

En RD, les bananeraies occupent une surface totale d'environ 5000 ha¹⁰. Banelino en couvre le cinquième et a de ce fait une responsabilité environnementale non négligeable, du fait de l'impact de ses activités.

3.5.1 L'activité bananière génère des risques environnementaux

L'OP Banelino intervient sur deux provinces dont Monte Cristi qui intègre un parc national visant à la conservation des ressources, de la faune et flore. A proximité de ce site sensible, son activité agricole peut donc avoir des incidences sur la biodiversité locale.

Par ailleurs, plusieurs problématiques environnementales sont ressorties des focus group. Concernant les ressources en eau, le développement de la sécheresse à Monte Cristi et a contrario les risques d'asphyxies racines générées dans les zones inondables de Mao ont préjudiciables aux bananeraies. Les sols présentent également des risques élevés de salinisation et d'érosion du fait des pratiques culturales (banane et riz). Enfin, une préoccupation des planteurs de JJ est liée au coût croissant du carburant nécessaire au pompage de l'eau.

Ainsi en reprenant ces aspects environnementaux (Biodiversité, eau, sol, air, déchets), Banelino a réalisé un diagnostic environnemental pour identifier les risques liés à son activité et préjudiciable à l'équilibre écologique global. Ce travail a servi de base pour construire un manuel de bonnes pratiques visant à préserver l'environnement.

3.5.2 Le CE a un effet direct et indirect sur la préservation de l'environnement

Le CE promeut directement des pratiques respectueuses de l'environnement en instaurant un mécanisme d'incitation par les prix qui rendent le mode de production bio plus rentable.

Par ailleurs, parmi les exigences de FLO, la prime du CE est également destinée à financer des actions environnementales. Banelino à travers les UP a ainsi contribué à améliorer le cadre de vie et la santé des producteurs et travailleurs en instaurant des règles d'hygiène, en mettant à disposition des sources d'eau potable, en adoptant des équipements de protection.

L'OP a financé des sessions de formation et d'éducation à l'environnement auprès de plusieurs publics (producteurs, salariés agricoles, élèves, groupes communautaires). De plus, les UP ont

⁹ Coordinadora Latinoamericana y del Caribe de Pequeños Productores de Comercio Justo

¹⁰ Données Probanano 2004

soutenu, par la prime, des actions pour diminuer l'impact de l'activité bananière sur la destruction de la biodiversité (atténuation des pulvérisations aériennes, introduction d'espèces végétal d'intérêt), pour favoriser la fertilité du sol et réduire les prélèvements des ressources en eau (couverture végétal, adoption de systèmes d'irrigation économes) .

Enfin, Banelino s'appuie sur la réglementation établie au niveau du secrétariat à l'environnement pour se mettre en conformité et participe aux programmes gouvernementaux et internationaux pour introduire des innovations techniques et améliorer ses interventions en matière environnementale.

3.5.3 La nouvelle version des standards du CE est controversée

Les standards FLO du CE ont été renforcé en 2006 et comportent de nombreuses préconisations en faveur de l'environnement. Cependant les exigences normatives du marché bio ou des distributeurs européens semblent avoir contraint Banelino à la mise en place de pratiques « durables » avant les standards FLO du CE. Ainsi, ces derniers ne se distinguent pas fondamentalement des exigences du bio et surtout celles d'Eurepgap avec lesquelles ils partagent de fortes similitudes (tableau ci-après). Quelques points techniques de FLO restent cependant à introduire dans le MBPA déjà en place au sein de Banelino

Ainsi les producteurs perçoivent-ils ces nouveaux standards comme un surcoût d'audit et d'accompagnement technique.

Tableau 14 : Comparaison des recommandations MBPA sur le cycle de production de la banane avec les exigences d'Eurepgap et ceux des futurs standards FLO

THEME ENVIRONNEMENTAL	RECOMMANDATIONS DU MBPA	RÉFÉRENTIEL EUREPGAP		STANDARD FLO (V. 2006)	
		Exigences majeures/mineures	Recommandations	Exigences minimales	Exigences de progrès
Politique environnementale	Création d'un département de contrôle interne Organisation de l'archivage de documents d'intérêt Veille réglementaire à travers le Secrétariat à l'Environnement	Déclaration de protection de la faune et flore Organiser l'archivage des documents importants Audit interne annuel	Plan de préservation de l'environnement ¹¹	Création d'un Système de contrôle interne (SCI) pour définir la politique environnementale Création d'une équipe affectée à ce SCI avec définition de fiches de postes Créer un système documentaire destiné à prouver le bon fonctionnement du SCI	Plan de préservation de l'environnement et d'amélioration continue Elaborer des indicateurs de durabilité des pratiques Mise en place d'un registre de production à l'échelle de l'exploitation
Fertilisation-Protection phytosanitaire	Recommandation d'équipement de protection pour manipuler les produits agrochimiques et leurs déchets Suivi des traitements et toute application de fertilisants dans un registre / producteur Mesures de réduction des risques de pollution avant, pendant, après traitement Sensibilisation aux consignes de sécurité des produits Construction de local phytosanitaire/UP Tests foliaires annuels pour raisonner le programme de fertilisation	Former les producteurs à l'utilisation des engrais et des produits phytosanitaires Stockage des intrants dans un local dédié et permettant d'éviter les risques de pollution Archiver les fiches techniques des intrants Suivre les applications Privilégier les méthodes de lutte raisonnée Adapter et alterner les produits Veille réglementaire Respecter le délai avant récolte Analyse annuelle des résidus	Affichage de panneaux sur portes de local phyto	Interdiction stricte d'utiliser les produits figurant sur la liste négative FLO Interdiction d'utiliser les herbicides Former les producteurs à l'utilisation des produits agrochimiques Inventaire par L'OP de tous les produits utilisés et leurs consignes de sécurité Etiquetage des produits Stockage « sûr » des produits dans des locaux fermés, protégés de la pluie Nématicides appliquées après analyse des sols et racines et seulement si méthodes de lutte bio sont révélées inefficaces	Formation sur la gestion des déchets Actions pour limiter le brûlage des déchets Evacuation des déchets vers des zones de recyclage quand elles existent Mesurer les volumes en déchets produits
Traitements des déchets – Nettoyage des équipements	Plan de gestion (collecte, enregistrement) des déchets plastiques, des EVPP, des PPNU ¹² Mise en place de compostière pour valoriser les déchets biodégradables Transfert des déchets vers un lieu de recyclage quand c'est possible	Organiser la collecte et l'élimination des PPNU Mise en place de procédures d'hygiène pour la production Plan de nettoyage dans la station Instruction de nettoyage des équipements	Déterminer des lieux de stockages des déchets – tri sélectif Liste énumérant les déchets Evaluer les risques de pollution et définir un plan d'action Affichage des règles d'hygiène	Plan d'action pour l'évacuation des déchets dangereux ¹³ Instructions pour gérer et éliminer les déchets Enregistrement du cycle de vie des déchets dangereux (achat-utilisation-évacuation) Renvoi des produits agrochimiques non utilisés aux fournisseurs Valorisation des déchets organiques si non contaminés	Développement des méthodes de conservation du sol Mesure d'impacts Favoriser le reboisement dans les zones dénudées
Sols	Reboisement Plantation de haies vives pour protéger du vent, ayant potentiellement une valeur économique ou d'entretien du paysage Analyse de sols annuel pour adapter	Evaluation des risques d'érosion du sol (incluse dans l'évaluation des risques du site) Justifier par écrit l'utilisation d'un désinfectant du sol	-	Evaluation des risques d'érosion Mise en place de procédures/instruction pour : - prévenir l'érosion chimique, physique ou anthropique - gérer la fertilité du sol	Développement des méthodes d'irrigation, de culture, de lavage ou de collecte visant à l'économie d'eau

¹¹ Cf. synthèse tableau

¹² EVPP : Emballages Vides de Produits Phytosanitaires – PPNU : Produits Phyto Non Utilisés

¹³ Il s'agit principalement des produits de fertilisation chimiques et phytosanitaires

		RÉFÉRENTIEL EUREPGAP		STANDARD FLO (V. 2006)	
	les amendements			- mettre en place des actions de lutte contre l'érosion ¹⁴ Interdiction de cultiver la banane sur des pentes > 60°	
Eau	Parcelles d'expérimentations de 2 à 2,5 ha/UP pour évaluer les besoins hydriques des cultures	Prouver que les eaux usées non traitées ne sont pas utilisées	Evaluer les besoins en eau des cultures Plan d'optimisation des ressources en eau Analyse annuelle de l'eau d'irrigation et actions correctives si non conforme	Evaluation des risques de contamination des sources d'eau, salinisation, désertification Plan d'action et de contrôle : - pour préserver la qualité de l'eau - pour prévenir la pollution de l'eau d'irrigation ou potable	-
Feu –Brûlis-		-	-	La culture sur brûlis doit être raisonnée et justifiée devant l'inspecteur Rédaction d'une instruction sur la pratique du brûlis Formation sur les risques incendies	Identification des zones naturelles et de conservation de la biodiversité Favoriser la diversité culturelle Soutien des programmes environnementaux élaboré par les organismes privés et publics externes
Sensibilité globale des sites	Evaluation des risques environnementaux de l'activité de Banelino	Evaluation globale des risques sur le site de production Plan d'action	Eviter la détérioration des habitats Protéger a biodiversité	-	-
Traçabilité	Mise en place d'un système de traçabilité permettant à l'aide de codification de chaque caisse d'identifier le producteur d'un fruit exporté.	Rédiger une procédure de traçabilité	-	-	Etablir des zones tampons pour limiter l'impact écologique Développer la conservation des espèces cultivées Réduction de la monoculture diversification des cultures
Biodiversité-OGM – Variétés utilisées	Introduction d'espèces d'intérêts dans les SC, pour couverture du sol, améliorer la fertilité, constituer un paillage Protection des aires boisées improductives	Pas d'utilisation d'OGM : N/A pour la banane Attestation fournisseur de la qualité sanitaire des plants	Attestation fournisseur de traitements minimisés sur plants fournis	Pas d'utilisation d'OGM Pas d'utilisation d'espèces de zones protégées Evaluation des risques et Plan d'action pour prévenir contamination par OGM Attestation fournisseur de la qualité des plants	

Source : OB d'après données Banelino, Référentiel Eurepgap et standards FLO

¹⁴ A ce sujet, (barrières anti-érosives et couverture du sol entre les rangs)

4 EFFICACITÉ DU DISPOSITIF FLO

4.1 Efficacité des instruments déployés par FLO

L'étude réalisée sur l'OP Banelino et sa zone d'intervention nous a permis d'analyser l'efficacité du système FLO à travers chaque thème évalué. Les résultats observés sont ainsi appréciés d'après les objectifs spécifiques poursuivis par FLO

4.1.1 Les producteurs touchés par la démarche CE correspondent à la cible initiale, c'est-à-dire des producteurs « marginalisés » ?

Dans le cas de Banelino, les membres bénéficiant du dispositif CE correspondent pour la plupart à des producteurs « défavorisés » en raison :

- de leur localisation dans des provinces rurales et économiquement pauvres
- des caractéristiques d'exploitations (structures de petites tailles, tenure foncière précaire...)
- de leurs systèmes de production (mécanisation et infrastructure faible à inexistante, fort usage de main d'œuvre, alternatives agricoles peu importantes...)

Les retombées directes du CE se font par le biais d'un soutien au prix producteurs et la prime dédiée entre autre à l'amélioration de l'outil de production.

4.1.2 Le dispositif du CE permet d'atteindre la sécurité économique des petits producteurs marginalisés et d'améliorer les conditions de travail des salariés

Le CE peut générer un opportunisme économique dans la filière banane dominicaine, par des prix plus attractifs à certaines saisons et plus stables tout au long de l'année. Mais au-delà de cet effet, le producteur de Banelino comprend bien le dispositif du CE et les avantages qu'il procure pour sa famille et les salariés agricoles qu'il emploie.

Il perçoit bien que les revenus issus de la vente en CE améliore la sécurité de son ménage. Il relie l'appui à la production - au travers d'un encadrement technique et d'une facilité de financement intrants-, aux gains de productivité et de rendements. Il considère que l'accès à l'innovation technique et les investissements productifs permis par la prime de développement sont nécessaires pour être compétitifs sur un marché de la banane, dominé par les grandes plantations.

Quant à l'amélioration des revenus de producteurs, autre objectif spécifique de FLO, il n'est pas automatique et dans le cas de Banelino ne se vérifie que pour les membres produisant des bananes biologiques.

Enfin, les membres de Banelino ont conscience que les bénéfices du CE doivent aussi se répercuter sur les travailleurs pour favoriser une redistribution juste des richesses produites et aussi améliorer les conditions et de travail afin de conserver une main d'œuvre qualifiée au sein des exploitations. Cette dynamique créée au sein de Banelino atteste d'une volonté des producteurs de s'extraire de la fatalité de l'exode, même si le vieillissement des membres et les orientations professionnelles des jeunes vers des secteurs non agricoles semblent compromettre la reprise des exploitations.

4.1.3 L'accès au marché d'export est facilité par un renforcement institutionnel améliorant continuellement sa légitimité interne/externe et sa stratégie commerciale

Banelino semble relever le défi organisationnel promu par les standards FLO. L'OP a su en effet s'imposer en République Dominicaine, comme acteur majeur de la filière banane équitable et dans une moindre mesure sur le marché de la banane d'exportation. Les produits de ventes en CE lui ont permis d'améliorer sa compétitivité en adaptant ses méthodes de production, de distribution voire même de commercialisation. L'OP a pu également mobiliser ces moyens pour développer une stratégie orientée vers la qualité en adoptant les certifications exigées par ses partenaires commerciaux, ou encore en soutenant la formation et l'assistance technique auprès des 259 membres qui font de Banelino, le deuxième groupement de producteurs le plus important du pays dans la filière banane.

Sa responsabilité sociale s'est accrue par l'augmentation de son personnel interne, par l'offre d'une série d'avantages fournis aux producteurs, et par les projets de développement local conduits par l'OP. Sa légitimité est largement reconnue en interne et sa réputation de « modèle d'OP du CE » en République Dominicaine lui a ouvert des opportunités commerciales inespérées hors du circuit CE. Sa stratégie de capitalisation en vue d'investissements collectifs, et ses performances en matière de gestion administrative et financières font de Banelino, une structure viable économiquement.

4.1.4 Le CE ouvre des opportunités de développement local et défend les droits des salariés

Les objectifs poursuivis par le CE en termes de développement socio-économique local semblent bien trouver écho dans les résultats observés. Les impacts positifs s'expriment autant par l'accroissement de la compétitivité des producteurs sur le marché de la banane de qualité que par la création d'emplois générée par leurs activités. Parallèlement, la prime de développement indexée aux ventes en CE, a un effet direct sur les communautés dont les besoins sont évalués et pris en charge par les producteurs de l'OP. En outre, elle permet, en faveur des salariés principalement d'origine haïtienne de régulariser leur titre de séjour accroissant par la même occasion, leur sécurité sociale et économique en République Dominicaine.

Enfin, les actions de développement local semblent d'autant mieux être investies par les producteurs que leur proximité au territoire est importante et qu'ils connaissent les enjeux socio-économiques du CE.

4.1.5 Les OP du CE évoluent vers des pratiques respectueuses de l'environnement

L'activité de Banelino contribue à une meilleure préservation de l'environnement grâce à deux instruments. Le premier se traduit par une incitation financière où le mode de production bio donne lieu à une meilleure rémunération du producteur ; le second s'exprime par la mise en place de deux certifications qualité exigées par les clients (AB ou Eurepgap). L'adoption de ces normes oblige l'OP à prendre des mesures de préservation de l'environnement.

Ainsi, dans le cas de Banelino, les exigences environnementales des standards de FLO peuvent être contestables sur le plan environnemental, car elles accroissent les coûts de certification (audits, inspection) dans la mesure où les normes AB/Eurepgap présentent des exigences semblables.

Il reste que l'obtention de ces certifications nécessite des aménagements et investissements de mise en conformité qui n'auraient sans doute jamais pu être réalisés sans les bénéfices du CE (prime de développement).

4.1.6 Conclusion

La plupart des objectifs spécifiques de FLO semblent atteints si l'on considère nos résultats. Les producteurs sont assurés d'une stabilité économique et dans une moindre mesure de leur niveau de revenus. Les travailleurs bénéficient d'une amélioration de leurs conditions de travail.

Au niveau de l'OP, les productions collectées trouvent des débouchés grâce un accès facilité au marché d'exportation, des partenariats durables et la mise en place d'une stratégie commerciale promouvant l'amélioration continue de la qualité. L'OP devient ainsi plus réactive et s'adapte aux exigences du marché, ce qui augmente ses capacités d'exportation au-delà du circuit CE.

En même temps, à travers la prime de développement, une logique de redistribution des richesses aux communautés permet de prendre en compte les considérations de justice sociale. Enfin, le CE contribue à promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement en catalysant la mise en conformité des certifications à caractère environnemental.

5 PROPOSITIONS D'AXES D'AMÉLIORATION

5.1 Effets du CE sur les producteurs : Tenir compte de la situation des nouveaux membres pour réduire le risque d'exclusion par la qualité ou par l'absence de compétitivité

Banelino travaille avec de petits producteurs même si leurs exploitations dépendent structurellement de main d'œuvre extérieure. Tous les membres ont bénéficié du CE à travers :

- la stabilisation du prix permise par la fixation d'un prix minimum et de contrats annualisés,
- la prime ayant servi à l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

Il apparaît que les performances des petites plantations ont progressé grâce à un meilleur encadrement technique conduisant à des gains de productivité. Les progrès résultent aussi des investissements productifs (dont les réseaux câblés assurant le transport des fruits) pris en charge par la prime de développement, et qui ont permis d'améliorer la qualité des fruits.

Nos résultats montrent que les premières UP entrées à Banelino sont mieux équipées ; les meilleurs rendements semblent également réalisés chez les producteurs les plus anciens. Par conséquent, la capitalisation du savoir technique comme l'accumulation de capital semblent essentiels à l'amélioration de la production, elle-même nécessaire pour augmenter la capacité d'exporter de l'OP.

Or les orientations actuelles de FLO semblent désormais compromettre l'usage de la prime à des fins d'amélioration de l'outil de production. Ces dispositions peuvent freiner l'intégration de nouveaux producteurs dans l'OP car n'ayant pas accès à des infrastructures ou ne pouvant les améliorer¹⁵, ils seront sélectionnés selon leurs capacités à produire des fruits de qualité. Ce qui était jusque là contraire à l'éthique de Banelino qui considérait que tout producteur de bananes pouvait améliorer ses performances techniques par l'apprentissage et le soutien financier de la prime.

Ainsi, pour éviter de pénaliser les membres récents et empêcher de nouveaux adhérents, Banelino appuyé par la CLAC propose d'instaurer une taxe à l'encontre des plantations pour compenser les écarts de compétitivité et permettre aux petits producteurs de continuer à développer leurs exploitations et les pérenniser en restant concurrentiels dans la filière banane en CE. Avec 25% de production « impeccable », la gérante estime en effet que les progrès à réaliser sont encore longs pour parvenir à une qualité homogène de la production au sein de Banelino.

Il nous semble, de notre point de vue, que la prime ayant jusque là servi à mettre à niveau les OP pour améliorer leur compétitivité, doit continuer à servir à cet effet d'autant plus que l'entrée massive des plantations (25 demandes de certifications) risque d'introduire une concurrence déloyale sur le marché équitable de la banane, de par leur capacité d'exportation plus élevée et d'économies d'échelle accrues.

5.2 Effets sur l'OP

5.2.1 Evaluer la « responsabilité sociale » de l'OP, au-delà de ses performances économiques

Bien qu'elle se considère comme acteur à part entière de l'industrie bananière dominicaine, l'OP Banelino se qualifie également d'ONG de développement en raison de son appartenance au système du CE qui l'amène à agir sur un territoire plus vaste que les sites de production qu'elle couvre.

Les missions « sociales » qu'elle accomplit relèvent d'un projet coopératif qui selon les membres de Banelino s'inscrit pleinement dans les objectifs poursuivis par le CE.

Cependant, les critiques de l'OP sont sévères à l'égard de FLO. Banelino juge en effet que les exigences des standards actuels ne suffisent pas à sélectionner des OP qui adhèrent pleinement aux principes du CE. L'OP pense que le CE intègre actuellement beaucoup de groupements de

¹⁵ C'est le cas d' Hatillo Palma, dernière UP intégrée à Banelino, dont l'existence récente ne lui a pas permis d'investir dans des infrastructures collectives comme c'est le cas pour les autres OP, en raison de la dispersion géographique des exploitations et des nouvelles dispositions de FLO qui empêchent les membres de réhabiliter leurs infrastructures (station, chemins entre les plantations et la station...) pourtant indispensables pour garantir la qualité de la production.

producteurs dont la motivation principale reste l'opportunisme économique. Pour « préserver les valeurs du CE », des garde-fous lui paraissent donc nécessaires.

Banelino fait ainsi référence aux OP « mixtes » qui génèrent des distorsions concurrentielles entre producteurs du CE, davantage que les plantations qui disposent de standards spécifiques.

Ces OP sont constituées par un nombre assez faible de grands planteurs (dont les tailles d'exploitations sont supérieures à 50 ha) et sont ensuite complétées par de petits producteurs, de façon à ce que ces derniers pourvoient à 50% des volumes produits conformément aux standards de FLO.

Leur pouvoir concurrentiel est élevé, en raison de leurs faibles coûts de fonctionnement (dont des charges de personnels réduites). En outre, les différences de capacités productives sont susceptibles de déséquilibrer au sein de l'OP les relations entre membres (en termes de pouvoir) et donc d'augmenter les risques de dysfonctionnement interne.

Par conséquent, pour rester en accord avec ses objectifs, FLO gagnerait à favoriser les logiques d'action civiques¹⁶ dans la sélection, la certification voire l'évaluation/audit des entités de production du CE ; celles-ci tenant compte de l'intérêt général et de l'implication des opérateurs dans le développement de leur territoire. En effet, financer des infrastructures sociales et équipements collectifs à l'instar de certains opérateurs (OP ou plantations) n'exprime pas nécessairement une logique civique ; cela peut traduire seulement une logique de renommée visant à améliorer la réputation d'un opérateur. Il convient alors de considérer les échanges entre les OP et les communautés dont elles sont proches ; leur intensité doit permettre de mieux identifier les besoins d'investissements sociaux et de les satisfaire de façon durable.

5.2.2 Développer la communication entre FLO et les organisations de producteurs

Bien que les instruments du CE soient clairement définis, les activités mises en œuvre pour atteindre les objectifs poursuivis par FLO ne sont pas suffisamment explicites pour les identifier dans nos résultats. Ainsi, le système FLO apparaît dans le fonctionnement de Banelino à travers des mécanismes de mise en œuvre du dispositif CE qui se confondent souvent avec ses instruments :

- l'accès au marché d'exportation à travers l'inscription de l'OP dans le registre de FLO
- la prime de développement, devant servir à financer des projets collectifs
- les standards dont le respect est assuré par un mécanisme d'audit, au même titre que les autres certifications et normes imposées sur le marché d'exportation.

Or ces trois instruments, supposés agir en faveur des OP, sont désormais contestés par Banelino, face aux menaces qui pèsent sur l'OP :

- régression de sa part de vente en CE suite à l'entrée significative des grandes plantations sur le marché de la banane équitable et que Banelino prétend difficilement concurrencer, du fait de ses charges de personnel et de ses coûts logistiques élevés.
- la nouvelle politique de FLO sur l'usage de la prime qui prive l'OP et ses membres de tout investissement productif
- les critères, notamment environnementaux qui peuvent être redondants avec les exigences des autres normes et qui accroît ainsi les opérations de contrôle.

Ces constats conduisent ainsi Banelino et ses membres à reconsidérer leur confiance dans le système de certification FLO-cert/les institutions FLO. Ce dispositif privilégie en effet les plantations au dépend des OP et maintient le clivage plantations industrielles/ petite agriculture tel qu'observé sur le marché classique. Il en résulte une incompréhension par les OP des objectifs et de la multiplication des exigences de FLO. Ainsi, il semble nécessaire que FLO clarifie ses objectifs auprès des OP et améliore la lisibilité des standards pour faciliter leur application.

5.3 Effets du CE sur le développement local : Prendre en compte les domaines d'intervention de l'OP, tenir compte des coûts de coordination

Parmi ses effets, le CE a incontestablement accru la compétitivité des OP dans la filière banane dominicaine en renforçant la maîtrise technique des petites plantations qui concourent aujourd'hui auprès des grands producteurs-exportateurs du pays. Mais son rôle consiste aussi à contribuer au

¹⁶ Voir à ce sujet les propositions méthodologiques du rapport transversal.

développement socio-économique du territoire. En cela, il se distingue des autres certifications focalisées sur les seules organisations et leurs sites de production.

En termes de développement local, Banelino génère de nombreux emplois directement par ses activités (production, conditionnement, logistique) et indirectement par l'utilisation de services connexes de la filière banane. Parallèlement, l'OP utilise la prime du CE, pour répondre à des besoins sociaux émanant des producteurs, des travailleurs et également des communautés défavorisées situées dans le voisinage de la zone de production.

Selon le nouveau référentiel FLO, les aspects productifs que finançaient jusque là la prime de CE sont délaissés au profit des seules actions socio-environnementales. Cette orientation crée des tensions parmi les membres de Banelino qui voient un déséquilibre s'installer dans les finalités du CE :

« Nous sommes fiers de pouvoir œuvrer pour le développement social de notre communauté mais nous devons aussi renforcer nos méthodes de productions pour être plus compétitifs ». (Focus group SI)

Les contestations naissent de ce que les logiques d'action qui soutenaient le fonctionnement de Banelino (Cf. effets sur l'OP), ne sont plus hiérarchisées par l'OP sinon par les standards de FLO. Ainsi dans les nouveaux standards s'accroissent les exigences en matière sociale et surtout environnementales tandis que l'OP concentrait avant tout ses efforts dans des logiques marchandes et industrielles pour améliorer l'efficacité économique de la prime. Celle-ci était allouée dans les outils de productions afin d'accroître la capacité d'exportation en CE ; cette logique visait ainsi l'augmentation des bénéfices aux producteurs et la redistribution des richesses produites (à travers la prime) aux communautés.

Désormais, les nouvelles orientations interrogent les dirigeants de Banelino qui s'inquiètent à plus d'un titre :

- perdre leur pouvoir concurrentiel face aux autres OP et plantations,
- être pénalisés par la réduction de la prime dont le montant originel permettait en partie de prendre en charge les frais logistiques et de fonctionnements relatifs notamment aux actions de développement,
- ne plus profiter des gains de productivité des plantations, faute d'investissements productifs possibles.

Pour évaluer l'impact du CE sur le développement local, il apparaît ainsi nécessaire de bien identifier les domaines d'intervention de l'OP sur le territoire et les coûts de coordination qui leur sont rattachés. En effet, un sentiment d'iniquité naît du fait que le coût social apparaît plus lourd à supporter pour les OP qui ne s'engagent pas seulement à améliorer les conditions de travail/de vie de leurs salariés à l'instar des plantations, mais également à améliorer le bien-être plus général des communautés. Cette disposition accroît les exigences de concertation et d'implication des producteurs auprès des communautés et donc ses coûts.

En outre, les nouvelles orientations de FLO soulèvent un problème majeur sur l'efficacité économique de la prime : faut-il la redistribuer totalement ou l'allouer en partie à des moyens de productions qui permettraient d'augmenter la richesse produite ? Une question à laquelle FLO devra trancher pour permettre aux producteurs de mieux définir leur stratégie de développement...

5.4 Effets du CE sur l'environnement : harmoniser les normes pour qu'elles soient complémentaires et non concurrentes

Banelino comme de nombreux groupements de producteurs sont de plus en plus contraints par l'adoption de normes environnementales. Jusqu'en 2005, l'agriculture bio constituait le mode de production le plus respectueux de l'environnement, et était par conséquent favorisé par les standards FLO ; cette orientation s'est traduite chez Banelino par une constante augmentation des productions bio. Depuis, Eurepgap, un référentiel de distributeurs Européen s'est imposé auprès des producteurs de fruits et légumes. Adopté par Banelino, il comporte un volet environnemental qui a conduit l'OP à réaliser un certain nombre d'actions en la matière, rejoignant en outre des objectifs de production (meilleure gestion des ressources, économie énergétique, protection phytosanitaire raisonnée...).

Les nouveaux standards de FLO (V. 2006) apparaissent de ce fait redondants avec les exigences d'Eurepgap sur ces aspects environnementaux. Il convient alors de s'interroger sur cette co-existence au sein d'une OP de deux référentiels aux effets similaires et peut-être envisager d'évaluer autrement les performances environnementales des OP. Celles-ci pourraient ainsi passer par l'élaboration

d'indicateurs de suivi des infrastructures et équipements financés par la prime de développement et utiles sinon essentiels à l'obtention de certifications environnementales.

Le CE constituerait en ce sens un levier permettant d'améliorer l'impact environnemental à travers la mise en conformité de normes devenues désormais nécessaires au marché d'exportation. C'est d'ailleurs ainsi que le dispositif du CE semble déjà perçu par les producteurs de Banelino

BIBLIOGRAPHIE

Baillard D., 2007. La banane dominicaine, in « Chronique des matières premières » -<http://www.rfi.fr>
CIRAD-FLHOR – 2004. Le marché européen de la banane. Observatoire des marchés de la banane

FLO, 2005. – Standards génériques du commerce équitable pour les organisations de petits producteurs.

Gustavo A. Tirado F. , 2003. Los suelos de la Republica Dominicana. FAO, 221 pages.

Lopez J. H., 2002. Research on the Feasibility of Banana Plantations in the Dominican Republic Complying with the FLO Fairtrade Standars for Hired Labour. Fairtrade Labeling Organization

Max Havelaar France, 2005. Tout savoir sur Max Havelaar. 23 pages

ODEADOM, 2006

Qualitas SA. , 2003. Etudio de caso del comercio justo en bananos en Republica Dominicana. Colorado State University.

Qualitas SA. , 2005. Análisis de los datos del Primer Censo Nacional de la Industria Bananera

Qualitas SA. , 2005. Plan Maestro de la Industria Bananera.

Rocheteau-Esnar G., 1983. Transformations rurales et changement social dans les sociétés rurales de la Caraïbe. 19 pages

Rolland J.-P., 1999. L'avenir des bananes ACP : entre OMC et commerce équitable. Solagraf.

Teller M., 2006. Situacion de los pequenos productores de la cooperativa Banelino y de sus trabajadores. Informe tematico por Banelino-Tegut, 24 pages.

Sites visités :

<http://www.fairtrade.net>

<http://www.unctad.org>

<http://www.ue-acp.org>

<http://www.iad.gov.do>